

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>

Argent !

Et un grand "scoop" maintenant, j'ai trouvé cela tout seul, avant les élections prochaines (euh ! pardon, le référendum) et tout le monde peut s'y intéresser, hélas !

Premier constat : l'argent, quand on est con, c'est pas ça qui rend plus intelligent ! Et c'est d'autant plus vrai quand on se donne de grands airs, comme monter sur le trône de ses certitudes, qui se transforme vite en pot de chambre d'ailleurs ; même quand on est assis à la tête de l'état ! ... Vrai ou faux ?

Deuxième constat : plus sérieusement, l'argent est la loi des grands fauves qui spécialise la cervelle en outil de prédation. Elle est adoptée par des humains qui ont besoin de "tuer" pour aimer vivre, et, qui ont besoin de briller, tant ils ont l'angoisse du vide qu'ils génèrent ! ... Vrai ou faux ?

L'argent, pour l'esprit commun, c'est la "Force" pour paraître ! Qui plus est, pour le dominateur, l'argent est une arme (le nerf de la guerre !) et un levier du pouvoir, bref ! des attributs comme les plumes du paon ou les défenses d'éléphant. Mais l'argent ne remplace pas tout et ne permet pas d'acheter ce que l'homme a de plus précieux en lui, ce qui le cheville à la vie : sa liberté de pensée et ses sentiments. On ne les vend que si l'on veut, et les hommes (et les femmes) [:-)] qui vendent "Cela", en prime de leurs talents et énergie, deviennent des robots ou des esclaves. Ils passent en général à côté de l'essentiel dans l'existence, et vivent dans la médiocrité ; parce qu'en définitive, ils vivent par procuration... Il y en a, hélas ! beaucoup trop, et le monde s'en ressent. Il faut dire que l'économie, façonnée par des idéologues, pollueurs d'esprits, multiplie les contraintes en ce sens : "le monde est dur !", disent alors, les sentencieux (et les simplistes).

; -)

L'argent donc, c'est comme la "Force" ! La Force est avec moi, vous savez bien [;-)] Alors je suis grand ! J'achète mon paraître, je matérialise mon ego : rien que du concret, je sonne, trébuchant, et je peux devenir un "roi", tu parles ! Il y en a même qui nous font des films à effets spéciaux là-dessus ! Pour ma part, j'affirme que l'argent n'est rien qu'un jeu, qui salie tous les autres, et c'est itou, un bien médiocre compagnon, même pour le temps : il faut vraiment pousser la rationalité jusqu'aux confins de l'absurde pour les associer...

Mes amis, je vous dis cela, parce qu'il paraît qu'on souffre, nous, citoyens lambda d'un pays pourtant riche, qui pourrait assurer plus de justice sociale, de ne pas avoir assez d'argent, ce qui est un malheur assez important, certes, mais pas le principal ainsi que je l'évoque : à ce compte-ci, il y a des citoyens illustres qui sont plus malheureux que les plus misérables d'entre-nous, et pire, qui ne s'en rendent pas compte ! ... [;-)]

Il paraît donc que notre souffrance nous porterait à dire "Non", même aux meilleures intentions, pour exhaler notre frustration ; et ; les "charitables" esprits qui se penchent ainsi sur notre cas, nous comparent volontiers à des ânes, qui disent souvent "non", en branlant la tête évidemment, pour secouer et tenter d'oublier leur propre vide intérieur, interstellaire : il va de soi ! [;-)]

Comme disait, Gilles Deleuze, les dominants pour régner, ont besoin de la souffrance des autres, et moi, je retiens surtout, qu'à défaut ils l'inventent et l'entretiennent : c'est pour faire mieux passer la pilule de notre supposée infériorité sociale : encourager notre longanimité en somme ! Aussi je vous invite, de ces artificielles souffrances, qui viseraient à nous maintenir dans la peur de tout et de rien, état propice à l'aliénation (sens philosophique), à en faire des rouleaux, richement "décorés", et à les renvoyer ainsi que les pilules, à ceux qui se maintiennent sur leur trône, confits dans leurs prétentions ; des fois que cela aiderait à soigner leurs coliques verbales : on pourrait appeler cela, des rouleaux de printemps !

: -)))

Jean-Jacques REY

Envoi d'Isabelle Costa : <http://costa.songs.free.fr/>

On nous prend vraiment pour des cons... Suite J-J...Sujet...La constitution...Bisous, Isabelle !!!

10 raisons de refuser la Constitution européenne par Herwig Lerouge sur le site de :

<http://www.michelcollon.info/index.php>

«Je jure d'observer la Constitution...» Les élus progressistes oseront-ils encore prêter serment selon cette formule si la Constitution européenne est adoptée ? Pas sûr, si on examine la manière dont cette dernière bétonnerait l'Europe antisociale.

1. Vous voudriez travailler moins d'heures par semaine ou prendre votre prépension pour qu'on puisse engager un chômeur en contrepartie ? Minute. La Constitution européenne soumet les droits sociaux à la «création des conditions nécessaires à la compétitivité de l'industrie». De plus, elle prône «la flexibilité de la main-d'œuvre et du marché du travail». Elle donne ainsi une base constitutionnelle à la politique antisociale menée par l'Union européenne depuis plus de 20 ans. Par exemple au projet de la Commission européenne d'autoriser la semaine de travail de... 65 heures.

2. Vous êtes un adversaire acharné de la directive Bolkestein, selon laquelle le secteur des services y compris la santé et l'enseignement serait soumis à la concurrence ? Pas si vite. La Constitution européenne donne une base constitutionnelle à cette directive. Elle stipule en effet que la liberté de circulation des services est une «valeur fondamentale» de l'Union européenne. Selon cette «valeur», des entreprises de services des pays à bas salaires pourraient travailler dans tous les pays aux conditions sociales de leur pays d'origine.

3. Vous trouvez qu'il faudrait fixer un salaire minimum pour tous les travailleurs de l'Union? Ou qu'il faudrait taxer les grosses fortunes? Doucement. La Constitution européenne exige l'unanimité des 25 États membres pour toute législation sociale et fiscale. Autant dire que vous pourrez attendre quelques siècles avant de faire adopter de telles mesures.

4. Vous trouvez qu'il faudrait améliorer les services publics pour que ceux-ci répondent mieux aux attentes de la population ? Oh là. La Constitution légalise le démantèlement des services publics au profit de grands groupes financiers et de leurs actionnaires. D'ailleurs, le terme «services

publics» est banni de cette Constitution et remplacé par «services d'intérêt économique général». Les entreprises prestant ces services sont soumises aux règles de concurrence. Elles ne seront plus que des pompes à fric pour les multinationales.

5. Vous trouvez que l'État devrait débloquer un peu d'argent pour sauver les gares et bureaux de poste menacés de fermeture ? Attention. La Constitution européenne interdit définitivement à un État de fournir «des aides qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises». L'État, actionnaire de la Poste ou la SNCB, ne pourra pas injecter plus d'argent que ne donnerait pas un propriétaire privé guidé par le profit.

6. Vous trouvez qu'il faudrait reprendre les meilleurs droits sociaux et démocratiques garantis par les différentes Constitutions nationales, afin d'en faire profiter tous les citoyens de l'Union ? Du calme. La Constitution européenne, à l'inverse, représente une harmonisation vers le bas de ces droits. Elle place par exemple le droit au lock-out patronal à côté du droit de grève. Elle remplace le «droit à l'emploi» par «le droit de travailler et de chercher un emploi». Elle ne contient pas le droit à la pension, aux allocations de chômage, à un revenu minimum, au logement, à l'avortement...

7. Vous trouvez qu'il faut mettre des freins à l'ultralibéralisme ? Qu'il faut un certain contrôle public plutôt que tout le pouvoir au marché ? Stop. La Constitution européenne affirme que la politique économique est conduite «conformément au respect du principe d'une économie de marché où la concurrence est libre».

8. Vous trouvez que les citoyens devraient avoir plus leur mot à dire dans les décisions politiques ? On se réveille. La Constitution européenne ne change pas la situation actuelle, à savoir : la Commission et le Conseil des ministres, qui ne sont pas élus, gardent le pouvoir de faire des lois et de les appliquer. Le Parlement européen n'a rien à dire en matière monétaire, commerciale et de la concurrence. En guise de démocratie participative, la Constitution offre bien un droit de pétition. Mais si vous réunissez le million de signatures nécessaires, cela ne servira qu'à «inviter» la Commission à faire des propositions. Sachant que celles-ci devront respecter la Constitution. Et, pour couronner le tout, cette Constitution ne peut être remise en cause qu'à l'unanimité des 25 États membres.

9. Vous rêvez d'une Europe construisant une politique de paix et menant une politique plus indépendante des États-Unis ? Dans quel film ? La Constitution européenne accélère la militarisation de l'Union et lui permet de s'engager dans des opérations militaires offensives, même à des milliers de kilomètres de ses frontières. Et, précise la Constitution, elle «respectera les obligations découlant du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune

est réalisée dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord». En clair, l'Europe est soumise aux USA à travers l'Otan.

10. Vous trouvez que l'Europe devrait mener un commerce plus équitable avec les pays du tiers monde ? Ben voyons. La Constitution européenne exige l'application de ses principes libéraux au monde entier à travers l'Organisation mondiale du commerce et d'autres institutions internationales. En d'autres termes: vive le pillage du tiers monde.

Commentaire à J-J : enfin un journaliste qui ne se contente pas de beurrer les toasts et de pousser sur le magnétophone ! Un homme qui a une éthique et un idéal, plus forts que les gourdins et les liasses de billets ! (Il ne faut pas exagérer, il y en a plus d'un) [;-)] L'homme et le professionnel sont pour "**l'Investig/Action**", et, ça dépote sec ! Le site est riche de liberté de parole... voilà quelques unes de ses préoccupations : "**diffuser l'info alternative, contourner les censures, stimuler le débat**".

Je vous conseille aussi de lire cet article (entre autres) :

<http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2005-03-29%2013:42:42&log=articles>

Envoi de Marie-Thérèse Mutin : <http://www.editions-mutine.com/>

Prise de position pour le Non au référendum de Marie-Thérèse Mutin, ancienne députée européenne socialiste.

Voter " non " par attachement à l'Europe sociale.

François Patriat, que j'ai connu moins sectaire, n'y va pas avec le dos de la cuiller pour vilipender les partisans du Non au référendum : " mensonges, contre-vérités, atmosphère de démagogie passionnée, poujadisme buté, " et même " hoologanisme incantatoire ". Bref, une fois encore, si le vote n'est pas conforme à ce que souhaitent ceux qui sont censés nous représenter, c'est que les électeurs, trop naïfs (pour ne pas employer de mot grossier) n'auront rien compris. Ce mépris devient une habitude au Parti socialiste : si Jospin est relégué en troisième position lors de la présidentielle, ce n'est pas de la responsabilité du PS qui n'a pas su rassembler le

peuple de gauche, non, c'est la faute aux électeurs, ces bornés, ces incultes ! Ainsi, si le non l'emporte, ce ne sera pas parce que le PS se coupe de plus en plus des masses populaires, mais parce que de vilains moutons noirs, pleins d'arrière-pensées carriéristes, auront trompé ce bon peuple qui n'a pas su écouter les purs agneaux ne pensant, eux, qu'au bien de leur pays et de l'Europe !

Pour ma part, je ne lancerai pas d'invectives contre les socialistes qui défendent et s'apprêtent à voter la ratification de la Constitution, je ne doute pas de leur sincérité. Simplement, ils ont baissé les bras, ils sont persuadés qu'on ne peut rien contre la dérive libérale et qu'il vaut mieux tenter d'accommoder le système de façon plus douce plutôt que d'essayer d'en changer ou tout au moins de réfléchir à un projet de société plus ambitieux. Leur " oui " est un " oui " de résignation.

Il faut se saisir de la chance offerte par le référendum pour dire non, pour mettre un coup de frein à cette dérive, pour réveiller la combativité du mouvement social français et européen. Si le Non l'emporte, il ne faudra pas se démobiliser, il faudra préparer sans tarder la renégociation de la Constitution car il y aura forcément renégociation sinon pourquoi soumettre ce texte à la ratification des États, s'il est le seul possible ? Mais si la renégociation devait être confiée, à nouveau, à une commission composée de la même façon que la commission Giscard, alors cela n'aurait été qu'un coup d'épée dans l'eau. Il faut une véritable assemblée constituante dont les membres doivent être élus au suffrage universel pour cette mission.

Loin d'être un réflexe de peur, le vote " non " est un vote de confiance dans une véritable démocratie européenne.

Marie-Thérèse Mutin

Envoi de Jean-Luc Gonneau : <http://www.la-gauche.org>

Le Cactus / La Gauche ! communique :

LE Oui et le non-dit

Dans le débat sur le TCE, nous avons souvent reproché aux partisans du Oui, et notamment à nos amis de gauche, de parler davantage du contexte que du texte. Juste reproche. Nous sommes particulièrement étonnés que la grande absente des discours sur un hypothétique « Oui de gauche » soit la « concurrence libre et non faussée », leitmotiv du projet de traité présent à toutes les pages ou presque. Tout juste entend-on, de la bouche des Dominique

Strauss-Kahn, Jack Lang ou Pierre Moscovici ce bien pauvre argument : « comment donc ? vous voudriez peut-être que la concurrence fût (notez le subjonctif) contrainte et faussée ? ». Et notre étonnement continue quand nous constatons que leurs interlocuteurs du Non ne relèvent guère ce propos. Alors, mettons les choses au point : oui, nous sommes pour une « concurrence contrainte et faussée » lorsqu'il s'agit de l'intérêt général. Non, nous ne voulons pas que les « services économiques d'intérêt général », avatars du défunt service public, soient « autorisés » (merci...) « dans le cadre de la concurrence libre et non faussée ». Oui, nous souhaitons que le service public soit conforme au principe d'égalité. Non, nous ne voulons pas qu'il se dénature en « service universel » en direction des plus pauvres, version moderne de la charité. Le droit de circulation des personnes dans l'Union, pour être effectif, a besoin de transports publics. Le droit à l'éducation a besoin d'un service public. Le droit au logement nécessite, pour être effectif, des logements sociaux : tiens, mais ça fausse la concurrence, ça, le logement social. Nous comprenons fort bien que les « ouïstes » de droite se satisfasse d'une « concurrence libre et non faussée ». Pour les autres, nous restons babas.

Autre non-dit : les partisans du Oui, toutes tendances confondues cette fois, jouent les ramenards sur l' « isolement de la France » en cas de victoire du Non. Ils oublient, les chéris, que l'issue du référendum est plus qu'incertaine au Danemark, en Pologne, en Grande Bretagne. Ils oublient qu'un récent sondage aux Pays-Bas, pays cofondateur de l'Union, donne ce résultat renversant : 11% pour le Oui, 8% pour le Non, 66% qui ne veulent pas voter et le reste qui se tâte (ah, l'enthousiasme des peuples envers ce TCE !). Ils oublient que les opposants au TCE en Suède et en Belgique se battent avec énergie pour obtenir un référendum, que leurs gouvernements refusent alors que les enquêtes d'opinion donnent le Non majoritaire en Suède et en fort progrès en Belgique. Comme on le voit, les « moutons noirs » se multiplient. Raison de plus pour tenir bon, de continuer à débattre et à convaincre en dépit de la déferlante pour le Oui qui envahit la plupart des médias et qui, elle, ne faiblira pas jusqu'au 29 mai.

Jean-Luc Gonneau pour le Cactus Républicain/La gauche !

Contact : jean-luc.gonneau@wanadoo.fr

Et toujours, sur notre site Internet www.la-gauche.org, plus de trente textes pour le Non, dans les rubriques Constitution, Europe et Humour. Derniers parus : Christophe Ramaux sur la chimère de l'Europe sociale et une analyse socio-politique de Danielle Bleitrach. Et en plus, un jeu-concours, « Brèves de Trottoir », ouvert à tous.

Envoi de Hervé Baudouy : <http://www.eklek.com/herweb/humour.htm>

P'tite short !

Il pleut sur Montréal... et j'ai eu une illumination ! Paradoxal, non ?

Posons le décor :

Mais qui donc a dit qu'il n'était pas clair, ce texte ?! C'est vrai, moi aussi je l'ai dit, suite à une lecture superficielle. Honte sur moi ! Je m'en repends, je bats sauvagement ma coulpe ! Car il est d'une clarté aveuglante, rayonnante, fascinante, ce texte. L'ayant relu depuis le début, je suis tombé sur ce diamant étincelant de clarté :

"ARTICLE I-3

Les objectifs de l'Union

1. L'Union a pour but de promouvoir la paix, ses valeurs et le bien-être de ses peuples."

NdA : Jusque là, c'est simple, clair et net. Bien que nombre de peuples belliqueux aient aussi cela dans leur constitution... Mais ne mégotons pas.

"2. L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée."

C'est alors que tel Popaul sur l'autoroute de Damas - Pfzzzzzz... Crac-crac ! l'illumination m'a atteint. Boudiou, mais c'est bien sûr ! Voilà qui ne supporte aucune polémique futile quant à sa resplendissante clarté, sa fulgurante simplicité ! Ah ! Comme on voit mal ce qui est juste sous votre nez, parfois. Mea culpa !!! Or donc, armé de cette faramineuse évidence, et n'ayant dès lors plus besoin d'aller plus loin dans le texte, et les choses étant ce qu'elles sont, et les effets suivant inexorablement les causes, je vous présente l'ébauche de l'esquisse d'une petite short, dont l'évidente logique ne vous échappera certainement pas !

29 mai 2005

23 heures 50.

Le Ministre de l'Intérieur, après des recomptages massifs, frénétiques et hautement surveillés, annonce, l'air pas trop triomphaliste, que le Oui l'emporte, avec 50,0096 % des suffrages exprimés. Dans un murmure, il ajoute que le taux d'abstention se fixe à 53,25 % des inscrits...

23 heures 58.

Le Président Chichounet, encore pâle de sa peur du Non, apparaît sur les écrans, et prend acte de cette "victoire importante de l'avenir de notre pays", et assure dans la foulée que "l'espoir et le bonheur sont repartis du bon pied, vers un avenir qui ne saurait être que meilleur !" Sur ces fortes paroles, le pays va se coucher...

... Peut-être par un effet d'entraînement, ou par conviction, les autres pays "à référendums" votent tous Oui... Ce qui permet aux Techniciens du Bonheur de passer à la phase suivante : la mise en place de tout cela.

Juin 2006.

Suite à des conversations privés et discrètes, entre des gens très discrets, dans des lieux hyper-discrets, la première offensive fut lancée sur le marché de la Santé. L'Industrie pharmaceutique, relayée par les cliniques privées, les médecins non conventionnés et autres chantres de la liberté du commerce, se livra à un pilonnage Grosse Bertha contre la Santé Publique au nom, sacro-saint désormais, de "la concurrence libre et non faussée". Et, bien évidemment, ils gagnèrent : la constitution était de leur côté. Ainsi, tous les hôpitaux furent privatisés (puis, ultérieurement, "rentabilisés", pour pouvoir offrir aux actionnaires des bénéfices "décentés"). Les médecins furent déconventionnés d'office, et la Sécu transformée en Compagnie d'Assurances-Santé, payante bien entendue (pour ceux qui avaient les moyens de payer, bien sûr). Les tests de médicaments furent abolis également, pour cause d'entrave à la concurrence. Le Ministère fut réduit à une équipe de statisticiens, travaillant sur des chiffres fournis par le privé ; chiffres qu'ils "travaillaient" de manière à ne pas être accusés d'entrave à la concurrence.

Le Castor Ricaneur, journal satirique, entonna en première page, l'hymne bien connu des Chantres du Bonheur : "Tout va très bien, Madame la Marquise..."

Les Chantres du Privé laissèrent passer un an, pour que les gens digèrent cette transformation radicalement progressiste de leur environnement, avant de s'attaquer à un autre bastion : L'Éducation Nationale. Là encore, le pilonnage intensif se fit contre le concept d'éducation publique, qui entravait à l'évidence la liberté du "commerce du savoir" et la concurrence. Le concept - obsolète et insupportable - fut donc éradiqué. Toutes les écoles, Universités et instituts de formation furent privatisés. Les enseignants furent réembauchés par leurs nouveaux "propriétaires", et en des termes qui ne laissaient aucun doute sur leur avenir glorieux : "Je vous paye, vous fermez votre gueule, et vous enseignez dans la 'bonne ligne'. Circulez". Les cours de philosophie furent immédiatement encadrés par des "inquisiteurs scolaires". Le Ministère de l'Éducation (qui perdit au passage son qualificatif de "nationale") devint le Ministère de la Formation et de l'Insertion dans le Marché. Ce Ministère se contentait d'élaborer les programmes, en "concertation" avec le Conseil des Patrons, et quelques syndicalistes invités comme observateurs. Il entérinait, en fait. On assista à une mise en coupe réglée de l'éducation ; laquelle n'avait plus qu'une fonction ; fournir au Marché les employés dont celui-ci avait besoin.. Les professeurs d'histoire, suivit bientôt par la philosophie et les sciences humaines (sauf les Ressources Humaines), disparurent, emportés par la vague de rationalisation de l'édifice. Des quotas par profession furent établis. Les récalcitrants furent licenciés illico pour entrave à la liberté du marché...

Et le Castor Ricaneur d'entonner à nouveau l'Hymne des Libérateurs du Marché :
"Tout va très bien , Madame la Marquise..."

[Au passage, toutes les aides aux journaux avaient été supprimées, ce qui fit ricaner le Castor encore plus... Un conformisme de bon aloi s'étendit sur le monde des médias.

Bien qu'on vit apparaître peu à peu des publications éditées à l'extérieur du Paradis du Marché. Ce qui fit dire à certains : Ca me rappelle l'Ancien Régime, où les pamphlets étaient édités à l'étranger..."].

Une autre année passa...

D'autres Chantres du Bonheur de Commercer Librement prirent le relais, et s'attaquèrent à la Défense et à la Police. On en arriva donc à une armée et à une police entièrement privées, dont l'état louait - fort cher - les services.

La Justice enfin passa à la casserole du Marché Libre et Heureux. On organisa des ventes aux enchères pour les postes de Juges, d'Avocat général et de Juge

d'Instruction. Les prisons - privatisées dans la foulée - furent gardées par d'anciens détenus embauchés par les nouveaux propriétaires Le Droit du Travail passa, lui , de 1200 pages à 25...

Des grèves générales furent réprimées dans le sang, par une armée et une police privées - qui ne demandaient pas mieux que de s'exercer un peu, pour ne pas perdre la main... Les grévistes , manifestants et autres récalcitrants arrêtés furent jugés comme terroristes...

On assista, au cours de ces années glorieusement Libre-marchéistes, à un exode de cerveaux, chercheurs et enseignants, ainsi que de gens ordinaires, (et de tous les journalistes du Castor Ricaneur), prêts à affronter les Enfers Extérieurs...

Hervé Baudouy

Envoi de Zorica Sentic : <http://www.zorica.net/>

Avec des si, je mettrais la paix en abeille

Si j'étais un oiseau de nuit, je volerais jusqu'à vous. Mais je ne le suis pas.

Si j'étais une hirondelle, je construirais un nid dans votre demeure.

Si j'étais la nuit, je vous offrirais des rêves en couleurs, et si j'étais le jour, j'essaierais de les réaliser pour vous.

Si j'étais un rêve, je sais qui je hanterais

Si j'étais une larme, je resterais au coin de l'œil.

Si, malgré tout, je coulais, je me transformerais en perle.

Si j'étais la lune, je vous serais plus proche et je vous accueillerais tous sur ma face cachée.

Si j'étais le soleil... Ah ! si seulement ! Mais je n'en dirai pas davantage.

Si j'étais une étoile, je brillerais le jour.

Si j'étais un homme, je ne mentirais à aucune femme. Mais je suis femme, pleine et entière et je me mens tout le temps.

Si j'étais le ciel, je vous enverrais des pluies de mots chauds.

Si j'étais un avion, je vous bombarderais de roses rouges.

Si j'étais une plume d'or, je vous écrirais à tous une parole brillante.

Si Dieu me demandait de réaliser un seul vœu, je me demande si celui auquel je pense en ce moment... Mais il ne me demande rien.

Si j'étais plus intelligente, que pourrais-je souhaiter encore ?

Si j'étais folle, que je le sois pour de bon. Je le suis vraiment et le sais fort bien.

Mais je ne suis rien de tout ça, et quand bien même je le serais, je souhaiterais autre chose encore.

Je vous envoie ces petits si pour vous dire que je vous aime et que bientôt sortira un livre. C'est pourquoi je suis moins présente et que je me suis emmurée dans un silence que je vais vite éteindre. Puisque je ne suis pas une plume en or, j'ai taillé mon crayon et j'ai écrit des chants pour que les mots restent vivants. Quand je ne serai plus là, qu'ils attestent que j'ai aimé. Chaque chant recèlera un nom. Le vôtre y sera peut-être attaché. S'il n'y est pas, il vivra dans le prochain livre. A vous tous merci.

Je serai bientôt à Belgrade.

De Cannes d'où je vous envoie des tonnes de baisers de miel.

Zorica Sentic

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>